

Communiqué fédéral

Saint-Denis, le 17 mai 08

A notre mobilisation, Sarkozy/Darcos répondent : service minimum contre le droit de grève !

300 000 personnes ont manifesté sur tout le territoire le 15 mai avec en tête les enseignants, les lycéens, les étudiants mais aussi les personnels des autres services publics, impôts, ANPE/Assedic...

Dans l'éducation nationale, plus de 60 % des enseignants étaient en grève dans les écoles, plus de la moitié des personnels du secondaire. Les cortèges de l'enseignement supérieur et de la recherche étaient aussi très revendicatifs dans leur refus réaffirmé de la loi sur l'autonomie des universités et l'ensemble des mesures de casse de la recherche.

Les chiffres sont éloquentes : Paris (60 000 manifestants), Marseille (30 000), Nantes (7 000), Grenoble (15 000), Toulouse (15 000), Lyon, Bordeaux (10 000), Perpignan (5000), Blois (2000), Angers, Nîmes (4000), La Roche sur Yon (4000), Strasbourg (3000), Rouen (8000), Rennes (30000), Caen (8000), Le Mans (7000), Lille (6000)...

Au soir du 15 mai, certaines coordinations d'établissement en lutte ont reconduit le mouvement dès le 16 mai en région parisienne, dès le 19 mai à Nantes lors d'une AG de 400 personnes, d'autres appellent à reconduire la grève à partir du 22 mai comme à Angers...

Nous sommes partie prenante des différents niveaux d'organisation que se donnent les personnels notamment dans les coordinations régionales. Avec l'ensemble des travailleurSEs de l'éducation nationale, Sud éducation appelle à poursuivre la résistance à la politique éducative, sociale et politique de ce gouvernement des nantis et des patrons.

Non ! Nous n'avons rien obtenu contrairement à ce que certaines organisations veulent nous le faire croire !

Sur les BEP qui demeureront des voies de garage face à la concurrence des BAC pro en 3 ans, sur les 11200 suppressions de postes avec à l'horizon 2012 80000 postes en moins, sur la flexibilisation et l'augmentation du temps de travail des enseignants du premier (108 heures flexibles sur l'ensemble de la semaine) et du second degré (avec les heures sup imposées), sur l'accroissement dramatique de la précarité chez les personnels non titulaires, sur les nouveaux programmes réactionnaires dans le primaire, sur la généralisation de Base-élève...

C'est pourquoi il faut continuer à se mobiliser. Le 22 mai dans le cadre interprofessionnel de l'appel à la grève contre le passage à 41 annuités pour l'obtention des retraites. Le 24 mai à l'appel des fédérations de l'éducation nationale pour une manifestation nationale décentralisée.

Sud éducation regrette la multiplication des journées d'action depuis la rentrée 2007 qui épuisent et divisent les personnels. Seule la grève reconductible interprofessionnelle peut stopper le rouleau compresseur libéral et conservateur de cette « démocratie » blindée qui pratique la répression (expulsions et rafles de sans papiers, violence dans les centres de rétention, interpellations, mises en examen de militants syndicaux ou associatifs, exclusion de lycéenNEs ou d'étudiantEs) et précarisent des millions de personnes en les privant du droit de vivre dignement.

La grève générale interprofessionnelle est une perspective qui fait peur à ce gouvernement dont les réformes s'accélèrent malgré leur impopularité : que ce soit sur les retraites, l'ensemble des mesures Darcos, la RGPP (réforme générale des politiques publiques), la loi sur la mobilité des fonctionnaires, la travail forcé des chômeurSes, l'assurance maladie...

C'est pourquoi Sarkozy veut engager l'épreuve de force sur le droit de grève notamment des enseignants. Et ce n'est pas une quelconque bataille constitutionnelle qui nous permettra de défendre notre droit à cesser le travail mais bien notre détermination à poursuivre la mobilisation en utilisant la grève comme moyen de faire entendre nos revendications. Jouer les parents défavorisés contre nous en affirmant qu'ils seraient plus fragilisés par nos grèves et faire du service minimum un outil de « justice sociale », c'est reléguer Orwell au panthéon des oubliés.

Et c'est pourquoi Sud éducation appelle à la poursuite de la mobilisation sous toutes ses formes :

- Refus des suppressions de postes et d'options, des heures supplémentaires, de la surcharge des effectifs, des bacs pro en 3 ans et de la « suppression » de fait des BEP concurrencés par la généralisation des Bacs pro 3 ans. Refus de la suppression de la carte scolaire. Création de tous les postes nécessaires (enseignants, vie scolaire, d'orientation, médicaux, sociaux, TOS).

- Refus des conclusions de la commission Pochard, du démantèlement de la fonction publique, de la suppression de la garantie d'emploi pour les fonctionnaires, de la précarité ; titularisation des précaires.

- Refus dans le premier degré des nouveaux programmes, des heures de soutien imposées, boycott des évaluations nationales, des stages de « remédiation », de Base-élèves.